Quand JAURÈS et la CGT étaient plus anti-immigration que la droite

Par **Ronan PLANCHON**

Publié dans ***Le Figaro*** le **7 février 2024**

Jean JAURÈS à la tribune de la Chambre des députés, en **1903**. *Bridgeman Images/RDA*

ANALYSE - La Fondation Jean JAURÈS vient de publier une note analysant l'évolution des positions de la gauche française sur l'immigration. À la fin du XIXe siècle jusqu'aux années 1960, elle défendait une politique ferme sur ce sujet.

C'est une pièce reprise sans interruption depuis un quart de siècle. Dès qu'il est question de réguler les flux migratoires, la gauche rejoue la même comédie, en mélangeant indignation surjouée, appropriation abusive de la morale et multiplication des signes d'appartenance à une élite culturelle. Et qu'importe si le public a déserté le théâtre. Les débats interminables et byzantins autour de la loi immigration, adoptée en décembre à l'Assemblée nationale, ont offert au citoyen désabusé une nouvelle représentation de ce spectacle où les rôles sont connus d'avance. Morceaux choisis : *« **Nous touchons du doigt une France qui risque de voir revenir, blanchies, les idées de Vichy** »* (**Jean-Luc GLEYZE**, président **PS** du conseil départemental de Gironde, à l'**AFP**) ; *« **Tout s'éteint au pays des lumières** »* (**Mathilde PANOT**, députée **LFI**, sur le réseau social **X**). Pourtant, la gauche n'a pas toujours poussé des cris d'orfraie en entendant le mot « **frontières** » ni assimilé toute volonté de les contrôler à une préoccupation réactionnaire.

La Fondation **Jean JAURÈS** vient de publier une note sur les positions de la gauche française sur l'immigration au long du **XX**e siècle. Qu'y apprend-on ? Qu'en **1867**, déjà, ce communiste de **Karl MARX** identifiait la tendance du capitalisme à se créer une armée industrielle de réserve.
Dans ***Le Capital***, **MARX** écrit : *« **À cause de la concentration croissante de la propriété de la terre, l'Irlande envoie son surplus de population vers le marché du travail anglais, et fait baisser ainsi les salaires, et dégrade la condition morale et matérielle de la classe ouvrière anglaise. Et le plus important de tout ! Chaque centre industriel et commercial en Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. (…) Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente.** »*

La gauche s'est-elle découverte, un beau matin, une bonté d'âme ?

Au même moment chez nous, une autre figure, que l'on peut difficilement qualifier de réactionnaire, **Jean JAURÈS**, s'inquiétait aussi des conséquences néfastes de l'arrivée de travailleurs étrangers pour les travaux agricoles. Dans un discours à la Chambre de **1895** il se livre à un plaidoyer anti-importation de main-d'œuvre étrangère. *« **Ce que nous ne voulons pas, c'est que le capital international aille chercher la main-d'œuvre sur les marchés où elle est le plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français, et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau des pays où ils sont le plus bas.** »* À cette époque-là, **JAURÈS** ne fait ni figure d'énergumène dans son camp ni de vilain petit canard. En **1919**, la **CGT**, à l'image des syndicats britanniques et allemands, fixe sa ligne : de la main-d'œuvre immigrée, d'accord, mais seulement dans un cadre régulé. Sept ans plus tard, en **1926**, la Nupes de l'époque (une coalition électorale formée à l'occasion des législatives de **1924** entre les radicaux indépendants, le Parti radical et radical-socialiste, le Parti républicain-socialiste, la **SFIO** et quelques socialistes indépendants) va même jusqu'à créer un Haut Comité de l'immigration dans l'espoir de réguler encore davantage, pour des raisons économiques, l'arrivée de travailleurs immigrés. L'initiative est enterrée quelques mois plus tard par… la droite de **Raymond POINCARÉ**.

Qu'on se le dise : le virage pro-immigration de la gauche est encore loin. La montée du chômage dans les années **1930**, puis les années fastes des Trente Glorieuses ne font que conforter la gauche dans ses réflexes protectionnistes, indiquent les auteurs de l'étude, **Bassem ASSEH**, premier adjoint **PS** à la maire de Nantes, et **Daniel SZEFTEL**, militant socialiste. En fait, tout commence à la fin de la décennie **1960** sous la houlette des syndicats. À l'époque, l'intégration n'est pas encore devenue un mot-valise que l'on ressort à chaque débat télévisé comme un totem, mais la **CGT** et la **CFDT** se mettent à défendre l'égalité d'accès aux prestations de Sécurité sociale ou le développement de la formation professionnelle des immigrés. **La gauche s'est-elle découverte, un beau matin, une bonté d'âme ?** La réalité est plus prosaïque.

Prise au piège

À partir de **1967**, les gaullistes confient la gestion de la Sécurité sociale au patronat et le nombre d'immigrés explose (**2** millions d'immigrés en **1968**, **3,2** millions en **1978**). Avant de tenter de faire marche arrière et d'arrêter toute immigration de travail, en vain. De son côté, l'opposition est dans son rôle, elle s'oppose. Une partie de la gauche se met alors à chanter les louanges de la venue massive d'étrangers sur le sol français. Seul le Parti communiste résiste : **Georges MARCHAIS** campe sur une ligne dure (*« **Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine** »*, **9 janvier 1981**), mais il a oublié que, entre-temps, **Mai 68** est passé par là. **Gaston DEFFERRE**, maire **PS** de Marseille, reprend le patron du Parti communiste de volée. D'après lui, les positions du **PCF** *« **spéculent sur les réactions racistes** ».* Impossible, depuis lors jusqu'à aujourd'hui, de *« **parler de régulation de l'immigration** »* ni d'intégration sans être taxé d'un -iste quelconque (« **raciste** », « **extrémiste** »), déplorent les deux socialistes.

Et ce, même si les études d'opinion montrent que l'électorat de gauche, surtout chez les classes populaires**, est largement hostile à l'accueil tous azimuts des étrangers. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.** *« **Les électeurs de gauche sont en effet près d'un sur deux (48 %) à penser qu'il y a trop d'immigrés en France aujourd'hui (+21 points depuis 2018)** »*, expliquent les deux hommes. Leur constat est lucide : la gauche est prise au piège. Elle n'est plus en phase avec les attentes des classes populaires et voit celles-ci filer vers le **RN**. En réponse, elle se recroqueville, s'arc-boute, s'embourgeoise, ce qui marginalise *« **encore davantage la gauche chez les ouvriers, grevant toute chance sérieuse de victoire électorale** »*, se désolent-ils, laissant planer la menace d'une disparition.

Entre exhiber sa vertu ou tenter de conquérir une majorité d'électeurs, la gauche va devoir choisir.